

Réorganisation des tranches de numéros commençant par 08 et des numéros courts

Consultation publique sur le projet de décision (27 avril – 1er juin 2012)

L'Afutt considère que le projet de décision qui notamment retient le modèle de facturation C+S constitue une bonne avancée vers la transparence tarifaire des SVA. Elle tient à souligner cependant que cette avancée ne portera pas tous ses effets si la présentation de la facture n'évolue pas. Il faut que le consommateur puisse, lorsqu'il appelle un N° surtaxé, lire distinctement les composantes C et S dans sa facture et, le cas échéant, contester le paiement de la partie S sans risquer les mesures de rétorsion de l'opérateur.

Question n° 1.

Que pensez-vous d'une tarification de la composante « S » identique pour tous les opérateurs au départ desquels le numéro est accessible ? De quelle manière envisagez-vous de définir le socle commun des tarifications supportées par l'ensemble des opérateurs de départ ?

L'Afutt considère que le tarif de la composante S ne doit dépendre que du service fourni. Les prestations de facturation et de recouvrement éventuellement effectuées par l'opérateur doivent être transparente pour le consommateur.

Question n° 2.

Que pensez-vous de la granularité minimale définie pour les valeurs des paliers tarifaires ?

Cette disposition n'appelle pas de commentaires pour l'Afutt

Question n° 3.

La création d'une catégorie de numéros courts à 6 chiffres vous semble-t-elle adaptée pour répondre aux attentes des éditeurs ?

Cette question ainsi que la suivante fait regretter que l'ARCEP ne s'engage pas résolument vers une numérotation dite pédagogique qui apporterait davantage de transparence. Dans cet esprit il serait judicieux d'affecter des séries de N°

spécifiques pour les services facturés à l'appel avec une croissance des N° correspondant à la croissance des prix unitaires.

Question n° 4.

Que pensez-vous de la création d'une catégorie de numéros spéciaux SMS / MMS ?

Question n° 5.

Que pensez-vous d'interdire l'utilisation de numéros spéciaux vocaux à tarification majorée pour appeler une personne physique ou morale sans avoir recueilli préalablement et de manière explicite son consentement afin d'être jointe, même temporairement, par un tel numéro ?

L'Afutt considère qu'il devrait être impossible d'utiliser des N° spéciaux majorés pour appeler une personne physique

Question n° 6.

Que pensez-vous des impacts induits par une modification de la tarification de détail sur les services ouverts commercialement ?

Pas d'avis

Question n° 7.

Que pensez-vous du calendrier d'entrée en vigueur des différentes évolutions prévues dans ce projet de décision ?

L'Afutt souhaite que la disparition de la tarification à la durée de la composante « S » fondée sur des paliers soit réalisée le plus tôt possible. Cette entorse à la facturation à la seconde aurait du d'ailleurs être corrigée depuis de nombreuses années.